Société anonyme au capital de 1.658.687 euros
Siège social : 66, rue Pierre Charron, 75008 Paris
397 883 075 RCS Paris

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE
AU 30 SEPTEMBRE 2008

Commentaires sur les données chiffrées du premier semestre

Montaigne Fashion Group, société cotée sur Euronext Paris, regroupe un portefeuille de marques dans l'univers du luxe et de l'habillement. La société publie pour la 1ère fois ses résultats semestriels consolidés en norme IFRS et rappelle que la clôture de son exercice interviendra au 31 décembre 2008 avec une durée exceptionnelle de 9 mois.

En milliers d'euros	**du 1er avril au 30 septembre 2008**	**du 1er avril au 30 septembre 2007 (proforma)**
Chiffre d'affaires	2629	3230
Résultat opérationnel courant	-1100	-1060
Résultat opérationnel	515	-660
Résultat net	407	-736
Fonds propres	**1 482**	**837**

Pour permettre une meilleure comparaison, les comptes semestriels (ayant fait l'objet d'une revue limitée par les Commissaires aux comptes) présentent un pro-forma du 1er avril au 30 septembre 2007 tenant compte de l'activité de la société Irène Van Ryb et la société Stereo Panda acquise le 27 juin 2008 (ayant également fait l'objet d'une revue limitée par les Commissaires aux comptes).

L'activité du 1er semestre avec un chiffre d'affaires de 2.629 K€ en repli de 18,6% subit l'impact de la conjoncture économique avec un recul des ventes sur le prêt à porter féminin, partiellement compensé par la progression des ventes « street wear » de Stéréo Panda de 218% à 416 K€ représentant désormais 16% du CA global.

Malgré le recul de l'activité, le résultat opérationnel courant reste stable à (-1.100k€) marquant la poursuite des effets de la restructuration opérée depuis la fusion avec Irène Van Ryb. Le résultat opérationnel et le résultat net progressent du fait notamment de la cession du droit au bail de l'avenue Montaigne. Le résultat net ressort en bénéfice de 407 K€ contre une perte de 706 K€.

La direction se félicite de la réussite totale de cette opération qui a permis de générer une plus value substantielle, de l'ordre de 1800 K€, marquant ainsi les effets positifs du travail de restructuration et de valorisation des actifs du groupe.

Les fonds propres augmentent de 77% à 1 482 K€ et la dette moyen terme se réduit fortement à seulement 416 K€ dont 335 K€ d'obligations convertibles au 15 décembre 2008 (échéance 2011).

Evolution prévisible

Dans un environnement qui restera encore pendant plusieurs mois pénalisé par la crise économique et financière, la Direction met en place un plan d'économies visant à réduire les charges de fonctionnement d'environ 800 K€ pour l'exercice 2009 et se fixe comme objectif prioritaire le retour à l'équilibre d'exploitation dans les conditions actuelles de marché.

Le plan d'économies prévoit un plan de licenciement économique de 7 salariés ramenant l'effectif global à 17 salariés qui sera réalisé au 1er trimestre 2009.

Evénements importants survenus pendant le semestre écoulé

Contrat de licence

Montaigne Fashion Group a signé le 1er contrat de licence sur la marque Régina Rubens avec H. Gringoire, la filiale française du 1er groupe de bijoux Thaïlandais PRANDA, groupe coté à la bourse de Bangkok. L'accord prévoit de confier à la société H. Gringoire, acteur emblématique de la nouvelle génération des joaillers-créateurs, la conception et la commercialisation d'une ligne de bijoux féminins signée Régina Rubens qui bénéficiera de la tradition de qualité et du savoir-faire créatif qui caractérisent cette société et de sa maison mère.

Ce groupe international coté en Bourse et implanté internationalement, revendique un réseau très large de points de vente (magasins en propre, franchises, distributeurs…) qui propose une grande variété de produits allant de la fantaisie haute mode à la bijouterie argent et pierres précieuses, jusqu'à des collections très exclusives en or de 24 carats et ce dans toute l'Asie du Sud-est, au Japon, aux USA, en Angleterre, en Allemagne, et en Espagne….

En France, là où la marque Régina Rubens bénéficie de sa plus grande notoriété, plus de 700 horlogers bijoutiers distribueront cette ligne avec des modèles exclusifs développés spécialement pour ce marché.

Ce contrat de 3 ans renouvelable prévoit que Montaigne Fashion Group perçoive 9 % de royalties sur un chiffre d'affaires estimé en régime de croisière à 3 millions d'euros. L'accord prévoit le versement d'un minimum garanti de 300.000 € de royalties sur 3 ans (50.000 € la 1ère année, 100.000 la 2ème et 150.000 € la 3ème).

Contentieux OONA

Dans le cadre du contentieux entre la Société de la SCI Oona aux fins de voir constater le renouvellement de plein droit du bail commercial de la boutique du boulevard Saint Germain, le Tribunal de Grande Instance de Paris a, par un jugement en date du 10 juillet 2008, débouté la Société de ses demandes et l'a condamnée à restituer les locaux faisant l'objet du bail. La Société a interjeté appel par déclaration du 25 août 2008.

Contrôle URSSAF

Un contrôle URSSAF de la société n'a donné lieu à aucun redressement, ainsi qu'il ressort d'une notification en date du 6 mai 2008.

Evénements importants survenus depuis le 30 septembre 2008

Contrôle fiscal

La Société fait l'objet d'une procédure de vérification de comptabilité depuis le 12 septembre 2008. Au 16 décembre 2008, la société n'a pas encore reçu de notification de redressement.

Situation bancaire

Par un courrier en date du 28 Octobre 2008, la Société Générale à dénoncé, avec demande de remboursement, un découvert autorisé de 300.000 euros. La société, considérant cette décision comme infondée, a saisi le Médiateur du Crédit afin que les engagements bancaires dont elle bénéficie soient maintenus et reste dans l'attente d'une décision.

Description des Principaux risques et incertitudes pour le semestre suivant

Risque lié à la mauvaise conjoncture économique

La secteur du textile est très sensible au cycle économique et toute dégradation du contexte économique se ressent rapidement sur le chiffre d'affaires, le consommateur ayant tendance à décaler ses achats et à attendre les périodes de soldes. En outre, la mauvaise conjoncture économique augmente le risque d'impayés de la part de clients multi-marques qui sont impactés par le ralentissement de la consommation. Ainsi, la mauvaise conjoncture économique a un impact direct sur la société, augmentant le besoin en fonds de roulement et exerçant une pression à la baisse sur la marge.

Risque juridique

La Société est actuellement partie aux litiges suivants :

- assignation le 16 avril 2007 devant le Tribunal de Grande Instance de Paris de Madame Rubens et de la société Ben'z par la Société pour inexécution du Contrat de Prestations et en vue faire constater le préjudice subi par la Société du fait de la suspension unilatérale

par Madame Rubens du Contrat de Prestations. Les demandes de la Société portent sur un montant de 204.443 euros. Les demandes reconventionnelles de la société Ben'z sont de 269.200 euros. Les demandes de Madame Régina Rubens sont de 245.000 euros.

- plainte contre X avec constitution de partie civile déposée par la Société le 11 juin 2007 du chef de faux, usage de faux, abus de biens sociaux et escroquerie suite à la remise d'un rapport d'enquête indépendant sur les opérations d'achats réalisés entre 2003 et 2005 par Madame Régina Rubens. Aux termes de cette plainte, la Société évaluait son préjudice à la somme de 500.000 euros. Une ordonnance de non-lieu a été rendue le 22 septembre 2008. La Société a interjeté appel par acte du 26 septembre 2008.

Société anonyme au capital social de 1.658.687 euros
Siège social : 66, rue Pierre Charron 75008 Paris
RCS Paris 397 883 075

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
1er avril 2008 – 30 septembre 2008

Déclaration de la personne physique assumant la responsabilité rapport financier semestriel, conformément à l'article 222-4 3° du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers :

« *J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société Montaigne Fashion Group et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.* »

Paris, le 16 décembre 2008

Monsieur Philippe Gellman
Président-Directeur Général de Montaigne Fashion Group

Téléphone : 01.48.01.93.33
Télécopie : 01.48.01.01.37
E-mail : philippegellman@montaignefashiongroup.fr

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

(période du 1er avril au 30 septembre 2008)

Montaigne Fashion Group
S.A. au capital de € 1 633 687

Siège social :
66, rue Pierre Charron
75008 Paris

Fiduco SA
Commissaire aux comptes
2-4, rue Adolphe Mille
75019 Paris

Laurent ARROUASSE
Commissaire aux comptes
346, rue Saint Honoré
75001 Paris

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE
(période du 1er avril au 30 septembre 2008)

MONTAIGNE FASHION GROUP
66, Rue Pierre Charron
75008 – PARIS

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application des articles L. 232-7 du Code de commerce et L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- ✓ l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société MONTAIGNE FASHION GROUP SA, relatifs à la période du 1er avril 2008 au 30 septembre 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

- ✓ la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charges des aspects comptables et financiers, et à mettre en oeuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité, est une assurance modérée moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité nous avons relevé les éléments suivants susceptibles de remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme: du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

La société a procédé sur la période à la reprise de la provision pour dépréciation de la marque Régina Rubens pour un montant de 500 k€ ;
Nous formulons une réserve sur cette reprise que nous jugeons anticipée et ce malgré la signature d'un premier contrat de licence en date du 30 septembre 2008.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

A l'exception des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'autre observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris, le 8 janvier 2009.

Les commissaires aux comptes

FIDUCO SA
Jean-Luc Cohen

Laurent ARROUASSE

CRCC de PARIS
Laurent ARROUASSE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
34 Rue St Honoré - 75001 PARIS

COMPTES SEMESTRIELS
1er semestre 2008

COMPTES CONSOLIDES

En milliers d'euros

ACTIF	Notes	30 septembre 2008 IFRS	31 mars 2008 IFRS
Autres immobilisations incorporelles	3	1 338	567
Immobilisations incorporelles	3	1 745	2 052
Immobilisations corporelles	4	316	368
Autres actifs financiers non courants	5	580	580
Autres actifs non courants	6	183	213
Actifs d'impôts différés			
TOTAL ACTIF NON COURANT		**4 163**	**3 780**
Stocks	7	996	945
Clients et comptes rattachés	8	1 188	1 114
Autres créances courantes	9	341	375
Actifs financiers courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		279	149
TOTAL ACTIF COURANT		**2 804**	**2 583**
TOTAL ACTIF		**6 967**	**6 363**

En milliers d'euros

PASSIF	Notes	30 septembre 2008 IFRS	31 mars 2008 IFRS
Capital apporté		1 634	1 526
Réserves consolidées		-579	1 438
Résultat de l'exercice		398	-2 127
Capitaux propres revenant aux actionnaires de la société		**1 453**	**837**
Intérêts minoritaires		29	
TOTAL CAPITAUX PROPRES		**1 482**	**837**
Dettes financières non courantes	10	522	758
Provisions pour avantages au personnel		73	71
Provisions pour autres passifs et dettes non courantes		40	89
Passifs d'impôts différés		1	1
TOTAL PASSIF NON COURANT		**636**	**920**
Dettes financières courantes	10	2 570	2 264
Fournisseurs et comptes rattachés		1 662	1 762
Autres passifs et dettes courantes	11	618	580
TOTAL PASSIF COURANT		**4 849**	**4 606**
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		**6 967**	**6 363**

COMPTES CONSOLIDES

En milliers d'euros	Du 1er avril au 30 septembre 2008	Du 1er avril au 30 septembre 2007
Chiffre d'affaires	2 629	832
Coût de revient des ventes	1 853	525
MARGE BRUTE	**776**	***307***
Frais de recherche et développement		
Frais commerciaux	1 118	706
Frais administratifs et généraux	1 184	718
Autres produits et charges d'exploitation	426	
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	**-1 100**	**-1 117**
Autres produits et charges opérationnels		
Autres produits et charges non récurrents	1 615	400
RESULTAT OPERATIONNEL	**515**	**-717**
Produits financiers	30	14
Charges financières	-132	37
Résultat financier	**-104**	**-23**
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		
RESULTAT AVANT IMPÔTS	**410**	**-741**
Impôts sur les résultats	3	
RESULTAT NET	**407**	**-741**
* aux actionnaires de la société	398	-741
* aux intérêts minoritaires	9	
Résultat Net par action en euros	***0,02***	***-0,06***
Nombre d'actions retenu	***16 336 870***	***11 631 770***
Résultat Net dilué par action en euros	***0,02***	***-0,06***
Nombre d'actions retenu	***16 514 514***	***12 222 812***

COMPTES CONSOLIDES

En milliers d'euros

IFRS	Capital apporté	Primes liées au capital	Autres	Réserves et résultats consolidés	Résultats enregistrés directement en capitaux propres	Total revenant aux actionnaires de la société	Minoritaires	Total Capitaux Propres
CAPITAUX PROPRES AU 31/03/2007	1 090	9 494	21	-10 238		367		367
Opérations sur capital	73	140				213		213
Dividendes								
Résultat net				-738		-738		-738
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions								
CAPITAUX PROPRES AU 30/09/07	1 163	9 634	21	-10 976		-158	0	-158
CAPITAUX PROPRES AU 31/03/2008	1 526	11 655	0	-12 344		837	0	837
Opérations sur capital	108	110				218		218
Opérations sur titres auto-détenus								
Dividendes								
Résultat net de l'exercice				398		398	29	427
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat								
CAPITAUX PROPRES AU 30/09/2008	1 634	11 765	0	-11 946	0	1 453	29	1 482

Montants indiqués en milliers d'euros	30/09/2008	31/03/2008
FLUX DE TRÉSORERIE LIES A L'ACTIVITÉ		
Résultat net	**398**	**-2 127**
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
- amortissements et provisions	804	270
- IFA Perdus	0	8
- Plus-value de cession nettes d'impôt	-1 820	-590
- Reprise provision pour risques et charges	-988	-241
- Autres profits RJ		
Marge brute d'autofinancement	**-1 806**	**-2 681**
Variation du BFR liée à l'activité	-48	-479
Flux net de trésorerie généré par l'activité	**-1 854**	**-3 160**
FLUX DE TRÉSORERIE LIES AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations	-386	-2 296
Réduction immobilisations financières	59	16
Cession d'immobilisations	1 950	1 128
Créance sur cessions d'immobilisations	0	0
Dette sur immobilisations	0	580
Sicav bloquée en garantie siège social	0	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	**1 623**	**-571**
FLUX DE TRÉSORERIE LIES AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capital et prime émission	218	2 594
Capital souscrit non appelé	0	0
Variation des dettes financières obligataires	-225	-100
Variation des dettes financières bancaires	-26	50
Variation des dettes dcp		-683
Variations des comptes courants associés	209	744
Variations des autres comptes courants	0	-155
Autres profits RJ	0	0
Apports provisions IVR	0	185
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	**176**	**2 635**
VARIATION DE TRÉSORERIE	**-55**	**-1 096**
Trésorerie d'ouverture	-139	957
Trésorerie de clôture	-194	-139
Variation de trésorerie	-55	-1 096

La norme IAS 34 prévoit d'indiquer en comparatif le TFT sur le semestriel de l'exercice précédent. Des difficultés de réalisation de ce TFT, compte tenu de l'application des normes françaises en 2007 dans nos comptes et de la fusion avec IVR décidée par l'AG du 30 novembre 2007 avec effet rétroactif au 1er avril 2007, nous ont conduits à présenter en comparatif le TFT au 31 mars 2008 sur une période de 12 mois au lieu de celui prescrit par la norme.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

La société Montaigne Fashion Group est cotée sur le marché Euronext, compartiment C.

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

NOTE 1 – BASE DE PREPARATION

Les états financiers du groupe MFG arrêtés au 30 septembre 2008 ont été préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes.

Les comptes consolidés intermédiaires au 30 septembre 2008 sont établis selon les principes de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et selon la norme IFRS 1 « Première application des normes d'information financière internationales ».

NOTE 2 – FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE DU 1ER AVRIL AU 30 SEPTEMBRE 2008 ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

2.1 – Faits marquants de la période

- **Intégration de la société Stéréopanda**

Aux termes d'un protocole d'accord en date du 27 juin 2008, la Société a acquis auprès de la société Financière Louis David 19.071 actions représentant 51% du capital social de la société Stéréo Panda pour un montant de 256 578 euros.
La société Stéréopanda est consolidée en intégration globale.

Les comptes figurant en **note 15** présentent un pro forma intégrant au 30 septembre 2007 la société IVR et la société Stéréopanda.

- **Vente du Fonds de Commerce de l'Avenue Montaigne**

La Société a procédé le 27 mai 2008 à la cession du droit au bail de la boutique de l'avenue Montaigne pour un montant de 1 950 K€. Cette opération se traduit par une plus value comptable d'un montant d'environ 1 820 K€.

NOTE 3 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

En milliers d'euros

Description	30-sept-08 Valeur brute	Amortiss.	Valeur nette	31-mars-08 Valeur brute	Amortiss.	Valeur nette
Ecart Acquisition Stéréopanda	268		268			
Marque Regina RUBENS	1 059		1 059	1 057	500	557
Logiciels	25	19	6	25	15	10
Frais de développement	11	6	5			
TOTAL	**1 363**	**25**	**1 338**	**1 082**	**515**	**567**

L'écart d'acquisition de Stéréopanda correspond à la différence entre le prix d'acquisition de 51% des titres et la situation nette de la société au 31 mars 2008.

La provision sur la marque Regina Rubens a été reprise pour 500 K€ compte tenu d'un premier contrat de licence signée à la fin du semestre.

En milliers d'euros

Description	30-sept-08 Valeur brute	Amortiss.	Valeur nette	31-mars-08 Valeur brute	Amortiss.	Valeur nette
Fonds de commerce IVR	1 497		1 497	1 497		1 497
Droit au bail	427	192	235	538		538
Site Internet	29	16	13	28	11	17
TOTAL	**1 953**	**208**	**1 745**	**2 063**	**11**	**2 052**

Le fonds commercial Irène VanRyb est issu de la fusion avec la société de la même raison sociale et est inscrit en comptabilité pour sa valeur d'apport.

Les droits au bail correspondent aux magasins de Saint Barthélémy et Saint Germain.

Celui correspondant à la boutique de Saint Germain a été provisionné à 100% en considérant le litige qui oppose la société MFG au bailleur.

NOTE 4 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

En milliers d'euros

Description	30-sept-08 Valeur brute	Amortiss.	Valeur nette	31-mars-08 Valeur brute	Amortiss.	Valeur nette
Constructions	8	4	4	8	3	5
Matériels	68	18	50	57	11	46
Agencements	913	683	230	1 216	931	285
Mobiliers	117	85	32	117	85	32
TOTAL	**1 106**	**790**	**316**	**1 398**	**1 030**	**368**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels informatiques	3 ans
Sites internet	3 ans
Agencement des constructions	3 à 10
Matériel et outillage industriels	5 ans
Agencements, aménagements, installations	de 5 à 9 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau et informatique	de 3 à 5 ans
Mobilier	de 3 à 5 ans

NOTE 5 – AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

En milliers d'euros

Description	30-sept-08 Valeur brute	Amortiss.	Valeur nette	31-mars-08 Valeur brute	Amortiss.	Valeur nette
Titres de Participation Franck Sorbier	580		580	580		580

Le 21 décembre 2007, après autorisation du conseil d'administration, la Société a acquis les 360 actions de Franck Sorbier SAS détenues par Financière Louis David pour un prix de 580.424 euros.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

La participation de 34% dans la société Franck Sorbier n'est pas consolidée dans les comptes, MFG n'exerçant d'une part aucune influence notable sur la gestion opérationnelle de Franck Sorbier SAS, et d'autre part n'a pas vocation à conserver ces titres sur du moyen terme.
De plus, la société FLD s'est engagée à reprendre ces titres.

NOTE 6 – AUTRES ACTIFS NON COURANTS

En milliers d'euros

Description	30-sept-08 Valeur brute	Amortiss.	Valeur nette	31-mars-08 Valeur brute	Amortiss.	Valeur nette
Dépots de Garantie	189	5	183	218	5	213
TOTAL	189	5	183	218	5	213

NOTE 7 – STOCKS

En milliers d'euros

Description	30-sept-08	31-mars-08
Matières Premières	160	285
En Cours de Production	185	174
Produits Finis	898	890
TOTAL Stock brut	1 243	1 349
Matières Premières	106	191
En Cours de Production		
Produits Finis	141	213
TOTAL Provision pour dépréciation	247	404
TOTAL NET	**996**	**945**

Les méthodes de valorisation des stocks sont les suivantes :

Stocks de produits finis :
Les frais de collection ont été intégrés dans la valorisation des stocks de produits finis. Ces frais ont été évalués comme représentant 10% de la valeur d'un produit hors frais de collection.

Travaux en-cours :
La société a constaté les travaux en-cours correspondant aux coûts engagés pour la conception de la prochaine collection.

Dépréciation :
Le taux de dépréciation appliqué sur les stocks est déterminé en fonction de la collection à laquelle ledit stock appartient.

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".
La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.
Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.
Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.
Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

NOTE 8 – CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

En milliers d'euros

Description	30-sept-08	31-mars-08
Clients	1 307	1 176
Provisions sur Clients	119	62
Créances clients nettes	**1 188**	**1 114**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

NOTE 9 – AUTRES CREANCES COURANTES

En milliers d'euros

Description	30-sept-08	31-mars-08
Avances	2	21
Organismes sociaux	7	
IDA	150	150
Créances Fiscales & TVA	185	177
Divers	17	40
CCA	130	137
TOTAL BRUT	**491**	**525**
Provisions IDA	150	150
TOTAL NET	**341**	**375**

La créance d'IDA est provisionnée à 100%.

NOTE 10 – ENDETTEMENT

En milliers d'euros

Description	30-sept-08	31-mars-08
Dettes non courantes		
Emprunts bancaires	81	92
Emprunts obligataires	441	666
Total dettes non courantes	522	758
Dettes courantes		
Concours bancaires	297	201
Comptes courants	2 272	2 063
Total dettes courantes	2 570	2 264
TOTAL	**3 092**	**3 022**

NOTE 11 – AUTRES PASSIFS ET DETTES COURANTES

En milliers d'euros

Description	30-sept-08	31-mars-08
Avances	17	1
Dettes Fiscales et sociales	575	553
Autres	26	26
TOTAL Dettes Courantes	**618**	**580**

NOTE 12– INFORMATION GEOGRAPHIQUE ET SECTORIELLE

La répartition géographique du chiffre d'affaires consolidé est la suivante :

En milliers d'euros

Description	Du 1er avril au 30 septembre 2008	Du 1er avril au 30 septembre 2007
France	2 003	832
UE	94	
Export	532	
Chiffre d'affaires total	**2 629**	**832**

NOTE 13 – EFFECTIFS

En milliers d'euros

Description	30-sept-08	31-mars-08
MFG/IVR	27	29
Stéréopanda	4	4
EFFECTIF	**31**	**33**

NOTE 14 – TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES

Au 1er semestre 2008, il n'y a pas eu de variation significative dans la nature des transactions avec les parties liées par rapport au 31 mars 2008.

NOTE 15– COMPTE PRO FORMA INTEGRANT STEREOPANDA ET IVR AU 30/09/07

En milliers d'euros	Du 1er avril au 30 septembre 2008	Du 1er avril au 30 septembre 2007
Chiffre d'affaires	2 629	3 230
Coût de revient des ventes	1 840	2 278
MARGE BRUTE	**789**	**952**
Frais de recherche et développement		
Frais commerciaux	1 131	880
Frais administratifs et généraux	1 184	1 128
Autres produits et charges d'exploitation	426	-4
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	**-1 100**	**-1 060**
Autres produits et charges opérationnels		
Autres produits et charges non récurrents	1 615	400
RESULTAT OPERATIONNEL	**515**	**-660**
Produits financiers	30	19
Charges financières	-132	-95
Résultat financier	**-104**	**-76**
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		
RESULTAT AVANT IMPÔTS	**410**	**-736**
Impôts sur les résultats	3	
RESULTAT NET	**407**	**-736**
* aux actionnaires de la société	398	-736
* aux intérêts minoritaires	9	

NOTE 16- ENGAGEMENTS FINANCIERS/GARANTIES (EN EUROS)

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	389 805
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Autres engagements donnés :	
Crédits documentaires	66 042
Nantissement de Sicav au titre de la garantie de la caution bancaire reçue-Valeur au 30/09/2008	31 970
TOTAL	**487 817**
Dont concernant :	
- les dirigeants	
- les filiales	
- les participations	
- les autres entreprises liées	
Dont engagements assortis de sûretés réelles	31 970

Engagements reçus	Montant
Caution solidaire délivrée par Madame Irène VanRyb , à échéance illimitée, pour le règlement du loyer du site de Sainte-Avoye à la Sci Alaric Naïche	86 896
Caution solidaire reçue de la Fortis banque en garantie du règlement des loyers du site de Sainte Avoye à la Sci Alaric Naiche, jusqu'au terme du 18/12/2010	48 330
Convention de trésorerie courante signée le 17/08/2006 et son avenant n°1 signé le 26/10/2007 avec la Société Générale	200 000
Caution financière reçue de la Société Générale, en faveur de la Sci Char-Loc, selon l'acte signé le 08/06/2006	38 950
TOTAL	**374 176**
Dont concernant :	
- les dirigeants	86 896
- les filiales	
- les participations	
- les autres entreprises liées	
Dont engagements assortis de sûretés réelles	